PHC CANADA

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

6 novembre 2026

Pourquoi le Canada ne devrait PAS chercher à obtenir un statut de partenaire associé auprès de l'UE

Ottawa (Ontario) — Bonjour, chers compatriotes canadiens. Je suis Rod Taylor, chef national du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada. Je m'adresse à vous aujourd'hui depuis Ottawa pour exprimer ma vive préoccupation concernant les récentes discussions entre notre Premier Ministre et des représentants de l'Union Européenne. Nous avons tous entendu les rumeurs: notre Premier Ministre a été invité par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, à faire du Canada un « membre associé » de l'UE. M. Carney semblait, au départ, très enthousiaste à l'idée d'une telle éventualité.

Mais le Canada est une nation souveraine; notre Charte des droits et libertés proclame que le Canada est « fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit. » Notre situation géographique, stratégiquement sûre, nos abondantes ressources naturelles, ainsi que notre histoire sociale et notre développement uniques, méritent d'être préservés. Depuis des décennies, voire des siècles, notre nation tire profit de sa grande proximité avec les États-Unis d'Amérique, notre principal partenaire commercial et notre allié stratégique en matière de défense, ainsi que de l'alliance qui nous unit à eux.

Lorsque les fondateurs des États-Unis et du Canada ont quitté l'Europe pour s'installer sur ce continent, nombre d'entre eux fuyaient des persécutions religieuses ou politiques. Par la suite, d'autres vagues d'immigrants — venus principalement d'Europe — ont rejoint ces rivages, en quête non seulement de liberté politique et religieuse, mais aussi d'opportunités économiques. Au Canada comme aux États-Unis, ces individus ont trouvé la liberté et les possibilités nécessaires pour bâtir, se développer et mettre en place des institutions gouvernementales permettant aux citoyens ordinaires de diriger les affaires de leur nation par l'intermédiaire de représentants élus.

Au cours du siècle dernier, des soldats canadiens et américains ont sacrifié leur vie sur des terres étrangères pour vaincre la tyrannie, protéger la vie et les libertés d'autres peuples et, ultimement, empêcher l'occupation militaire de notre propre sol. Chaque année, à l'occasion du jour du Souvenir, nous prenons un moment pour réfléchir à ces sacrifices et pour honorer la mémoire sacrée de ceux qui sont morts afin de garantir les droits et les libertés des générations futures. Il est tout à fait approprié que nous le fassions.

Bien que la tyrannie ait été vaincue sur d'innombrables champs de bataille au cours de ces guerres, et qu'une paix fragile ait été instaurée grâce à ces nobles sacrifices, la soif de pouvoir et de contrôle qui habite le cœur de l'homme pécheur n'a jamais été totalement éliminée. Nous en avons vu la manifestation durant ces terribles années de COVID, lorsque nos propres gouvernements — fédéraux comme provinciaux — ont usurpé et sapé la volonté souveraine des citoyens canadiens, imposant la conformité et restreignant les choix individuels, y compris en matière de santé et de conscience.

Des milliers de personnes ont payé le prix de cet ignoble abus de pouvoir. En 2022, les rues d'Ottawa ont connu une occupation militaire, et des citoyens canadiens ont été privés de leur droit de manifester

pacifiquement. Des comptes bancaires ont été saisis et des violences ont été exercées à l'encontre de citoyens respectueux de la loi qui ne souhaitaient qu'être entendus.

Les répercussions de cet abus de pouvoir gouvernemental continuent, aujourd'hui encore, de se propager au sein de notre société. Comme nous avons pu l'entendre lors de l'enquête Allison et de l'Enquête nationale des citoyens, de nombreux Canadiens et Canadiennes sont décédés, et bien d'autres ont subi de graves préjudices, en raison des agissements d'un gouvernement dépourvu de réflexion et de conscience.

Depuis lors, un nouveau Premier Ministre a pris ses fonctions; il possède des liens et une expérience avec l'Europe… mais ceux qui suivent la politique de près savent et comprennent que notre Premier Ministre actuel n'est pas un novice sur la scène politique canadienne. En réalité, il a joué un rôle très actif en tant que conseiller durant les années de la COVID, et il n'a manifesté aucune volonté de revenir sur les excès des mesures gouvernementales, qui ont profondément marqué notre société, ni d'indemniser les Canadiens qui en ont subi les conséquences néfastes.

Notre nouveau Premier Ministre a bâti sa réputation, en partie, sur le démantèlement des liens et des interdépendances qui nous unissent aux États-Unis. Qu'il s'agisse d'une affaire personnelle, née de vexations réciproques et d'échanges acrimonieux de part et d'autre de la frontière, ou d'une réaction aux droits de douane et à des négociations commerciales ardues, force est de constater que la confiance entre notre gouvernement et celui du peuple américain est aujourd'hui rompue. Ce n'est pas le moment de nous engager dans de nouvelles obligations ou de créer de nouvelles interdépendances; c'est, au contraire, le moment de privilégier l'apaisement et la réconciliation.

La Charte des droits et libertés, qui a instauré en 1982 un nouveau palier de souveraineté nationale pour le Canada, a nécessité du temps ainsi que l'interaction entre notre Premier Ministre, l'ensemble des Premiers Ministres provinciaux et les provinces qu'ils représentaient… voire l'intervention de la Cour suprême. Cela ne s'est pas fait « sur un coin de table » entre le Premier Ministre canadien et la reine d'Angleterre.

Pourtant, le Premier Ministre Mark Carney a annoncé son intention d'obtenir le statut de « membre associé » auprès de l'UE, sans consulter les Canadiens, sans solliciter les Premiers Ministres provinciaux et sans mener de véritable concertation avec nos élus à la Chambre des communes. Sa volonté de mettre en péril la souveraineté canadienne et d'engager des discussions avec l'Europe en vue d'aligner nos politiques et nos programmes sur les leurs soulève de sérieuses interrogations quant à son attachement aux processus démocratiques au Canada.

Christine Anderson, députée au Parlement européen, a déconseillé aux Canadiens de rejoindre l'Union Européenne. Elle déclare: « Fuyez ! Fuyez aussi loin et aussi vite que vous le pouvez ! » Elle observe l'instauration, par l'UE, de nouvelles formes de censure qui portent atteinte non seulement aux libertés individuelles, mais aussi, potentiellement, à l'économie canadienne. Selon elle, l'UE restreint et entrave « la liberté, la démocratie et l'État de droit. »

D'autres États membres de l'UE se sont opposés à l'idée d'un statut de « membre associé » pour le Canada; une telle désignation, si elle devait être envisagée, nécessiterait l'approbation par consensus des 27 États membres actuels de l'UE. L'Allemagne, l'Italie, la France et la Grèce ont déjà fait part de leurs préoccupations.

En termes vagues et insipides, M. Carney a évoqué la coopération, non seulement en matière commerciale, mais aussi sur le plan des politiques et des réglementations. Comme si nous n'avions pas déjà suffisamment de réglementations bureaucratiques au Canada ! M. Carney, qui a pourtant souscrit à l'idée d'une concertation avec les Premières Nations — une obligation mal définie que, selon de nombreux dirigeants autochtones, il n'a pas respectée — cherche désormais à confier le développement économique, les programmes sociaux et les politiques du Canada à des responsables politiques européens qui ne pourront jamais représenter les intérêts des Canadiens.

Les politiques d'immigration laxistes et la libre circulation des personnes par-delà les frontières nationales constituent un autre motif de préoccupation. La perte de souveraineté nationale, ainsi que l'effritement des cultures européennes et de la sécurité, consécutifs à des mouvements de population massifs, ont affaibli et déstabilisé plusieurs États membres de l'Union Européenne. Les troubles actuels en France découlent directement de la présence de populations étrangères vivant dans des ghettos, sans intégration ni volonté de coopérer. Bien que le Canada ait lui aussi accueilli un nombre important de migrants ayant fait l'objet d'une vérification insuffisante, ce qui a eu des répercussions négatives sur le logement, les soins de santé, l'éducation et la sécurité, nous n'avons pas encore atteint les niveaux observés en Europe, ni subi les effets destructeurs que ce continent connaît actuellement. Un rapprochement accru avec l'Union Européenne pourrait compromettre les efforts du Canada visant à restreindre et à mieux encadrer ses propres politiques d'immigration.

John Carpay, président du Centre Juridique pour les Libertés Constitutionnelles dans un texte rédigé pour « l'Epoch Times. » a abordé la question d'un statut de membre associé à l'UE, en soulevant un certain nombre de préoccupations légitimes. Il affirme que ce que M. Carney appelle une « alliance pour l'avenir » pourrait impliquer une identité numérique et une monnaie numérique des dispositifs que notre Premier Ministre a promus par le passé et qui pourraient, en théorie, être imposés par les décideurs politiques et les instances de régulation européens.

Tout en reconnaissant l'intérêt de relations commerciales fondées sur la coopération avec l'Europe, John Carpay s'interroge: à quel type d'obligations les tribunaux et les législateurs canadiens seront-ils soumis si nous permettons à notre Premier Ministre d'aligner nos lois et règlements sur ceux qui nous sont dictés par les 27 États membres de l'Union Européenne ? Il ajoute: « Une fois ces liens établis, avec quelle facilité un futur gouvernement canadien pourrait-il s'en défaire ? »

Je suis tout à fait d'accord avec sa déclaration finale: « Le premier devoir d'un gouvernement canadien est de veiller à ce que le Canada crée et maintienne ses propres lois. Ces lois devraient être sous le contrôle des électeurs canadiens, et uniquement des électeurs canadiens. »

Le Parti de l'Héritage Chrétien préconise le renforcement des liens avec nos amis et alliés. Nous soutenons les initiatives visant à favoriser les échanges commerciaux. Si nous reconnaissons la valeur commerciale de nos abondantes ressources naturelles, nous refusons que les Canadiens soient perçus uniquement comme des « porteurs d'eau et des bûcherons. » L'industrie et les activités commerciales canadiennes doivent englober les secteurs de la fabrication, de la recherche et de la conception. Nos ressources doivent être gérées de manière à intégrer une valeur ajoutée, garantissant ainsi aux Canadiens de bons salaires et nous permettant de tirer le meilleur parti possible de la production de biens finis, plutôt que de nous limiter à l'exploitation de matières premières.

Nous encourageons le Premier Ministre à rester au pays, pour un changement, et à se concentrer sur les enjeux qui comptent réellement pour les Canadiens. Nous préconisons la plus grande prudence avant de

s'engager davantage dans des initiatives de gouvernance mondiale, ce que lui et d'autres ont parfois qualifié de « nouvel ordre mondial. » Nous avons déjà subi les effets néfastes du Forum Économique Mondial (FÉM), de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), de l'ONU et d'autres organisations mondialistes. Il est temps de redresser notre économie, de réduire notre dette fédérale écrasante et de permettre aux Canadiens de retrouver la liberté et la prospérité. Le Canada peut servir de modèle au monde entier. Ne nous enchaînons pas à des puissances étrangères. Nous sommes Canadiens, et la volonté de Dieu est que nous soyons forts et libres ! Honorons-Le tout en exerçant nos prérogatives démocratiques en tant que nation souveraine.

Merci de votre écoute. Priez pour notre nation, s'il vous plaît. Que Dieu vous bénisse.

—30—

Pour plus d'informations, veuillez contacter le bureau national du PHC au 1-888-868-3247
ou par courriel à l'adresse nationaloffice@chp.ca

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.